

Service militaire adapté
Régiment du service militaire adapté
de Polynésie française

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maître de l'ouvrage

**Etat – Ministère des
outre-mer**

Marché 2025-14 et 2025-15

Objet de la consultation

**HAO (TUAMOTU) – RSMA-PF - CFP4
Création d'une compagnie**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX	4
1.2 – DECOMPOSITION DU MARCHÉ	4
1.3 - DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ.....	4
1.4 - TRAVAUX INTERESSANT LE MINISTERE DES OUTRE-MER - CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE	5
1.5 - CONTROLE DES PRIX DE REVIENT	5
1.6 - MAITRISE D'ŒUVRE – CCAG APPLICABLE.....	6
1.7 – MAITRISE D'OUVRAGE ET CONDUITE D'OPERATION	6
1.8– CONTROLE TECHNIQUE	6
1.9 - COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)	6
1.10 – AUTRES INTERVENANTS	6
1.11 - DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR DU MARCHÉ	7
1.12 – ORDRE DE SERVICE	7
1.13 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	7
1.14 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	8
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 3 - PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	9
3.1 - REPARTITION DES PAIEMENTS.....	9
3.2 - TRANCHE OPTIONNELLE.....	9
3.3 - CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE	9
3.4 - VARIATION DANS LES PRIX	11
3.5 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	12
3.6 - NOTIFICATION DU DECOMPTE GENERAL.....	13
3.7 - DELAIS DE MANDATEMENT	13
3.8 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS.....	14
3.9 - INTERETS MORATOIRES	14
3.10 - INDEMNISATION	15
ARTICLE 4 - DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES.....	15
4.1 - DELAI(S) D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	15
4.2 - PROLONGATIONS DE DELAI D'EXECUTION	15
4.3 - PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX – PRIME D'AVANCE	16
4.3.1 - PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	16
4.3.2 - RETENUES POUR RETARD DANS LA REALISATION DES INTERVENTIONS SUCCESSIVES.....	16
4.3.3 - ABSENCE A UNE REUNION DE CHANTIER.....	16
4.3.4 - DEFAUT DE BALISAGE OU NON-RESPECT DE LA SECURITE DES LIEUX OU DE LA PROPRETE DU CHANTIER	16
4.3.5 - PENALITE POUR SOUS-TRAITANT NON DECLARE	17
4.3.6 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	17
4.3.7 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE GENERALE (CF ART.8.3.4)	17
4.3.8 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	17
4.3.9 - DELAIS ET PENALITES POUR NON REMISE DES DOCUMENTS PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION ET/OU D'EXECUTION..	17
4.3.10 - DELAIS ET PENALITES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	17
4.3.11 - PRIMES POUR AVANCE	17
4.4 – ACCIDENT DU TRAVAIL	17
4.5 - CUMUL DES PENALITES ET RETENUES	18
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	18
5.1 - RETENUE DE GARANTIE	18
5.2 - AVANCE	18
ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	18
6.1 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	18
6.2 - MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT	19
6.3 - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	19
6.4 - PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX ET PRODUITS	19

6.5 - GARANTIE PARTICULIERE POUR MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	19
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES	20
ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	20
8.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	20
8.2 - PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAIL.....	21
8.3 - MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	22
8.3.1 - DROIT DU TRAVAIL EN POLYNESIE FRANÇAISE	22
8.3.2 - OUVRIERS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	22
8.3.3 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	22
8.3.4 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE GENERALE	22
8.4 - ORGANISATION, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS.....	23
8.5.1 - GARDE DU CHANTIER.....	24
8.5.2 - EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN ENTREPRENEUR	24
8.6 - REUNIONS	25
ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	25
9.1 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	25
9.2 – RECEPTION	25
9.3 - MISE A DISPOSITION OU PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE.....	26
9.4 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	26
9.5 - DELAIS DE GARANTIE	27
9.6 - GARANTIES PARTICULIERES	27
9.7 - GARANTIE PARTICULIERE POUR MATERIAU DE TYPE NOUVEAU.....	27
9.8 - ASSURANCES.....	27
ARTICLE 10 - PROPRIETES INTELLECTUELLES	27

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché - emplacement des travaux

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché de travaux pour l'opération suivante :

HAO (TUAMOTU) – RSMA-PF - CFP4 Création d'une compagnie – Création d'une base vie

sur le site suivant :

TUAMOTU - RSMA Pf - HAO

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 – Décomposition du marché

1.2.1. Décomposition en lots

Le marché fera l'objet de 2 lots désignés ci-dessous :

LOT N°	Sections techniques
Lot 1	ST01A : VOIRIE ET RESEAUX DIVERS ST01B : INSTALLATION DE CHANTIER ET GROS ŒUVRE ST01C : CHARPENTE BOIS ET CHARPENTE METALLIQUE ST01D : PLOMBERIE ST01E : ELECTRICITE ET SSI
Lot 2	ST02A : MODULES ST02B : MOBILIERS

1.2.2. Décomposition en tranches/phases

Les travaux feront l'objet d'une tranche ferme.

1.3 - Désignation des sous-traitants en cours de marché

Le titulaire du marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code la commande publique.

Le modèle de déclaration de sous-traitance précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique ainsi que l'assurance prévue à l'article 9.8 du présent CCAP.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement, dans les conditions fixées aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique :

- le compte à créditer ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-60 du code de la commande publique,
- le comptable assignataire des paiements.

Le sous-traitant au même titre que son mandataire devra réaliser et présenter avec le SPS sa Visite d'Inspection Commune (VIC) avant toutes interventions sur site.

1.4 - Travaux intéressant le ministère des outre-mer - confidentialité – mesures de sécurité

Les prescriptions faisant l'objet du présent marché intéressent le ministère Etat – ministère des outre-mer, mais ne comportent pas de mesures de sécurité particulière ni ne présentent de caractère secret, soit dans leur objet, soit dans leurs conditions d'exécution. Cependant, il est rappelé au présent titulaire qu'il ne doit pas diffuser tout document relatif au présent marché.

1.4.1 Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit être complétée par une photocopie lisible recto verso pour chaque personnel de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article **D 1221-24** du Code du travail introduit par **le décret n°2008-244 du 7 mars 2008**, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail les autorisant à exercer une activité salariée en Polynésie-française. **Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée devra être exclu du chantier.**

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative. Cette liste mise à jour est fournie au maître d'œuvre accompagnée des mêmes documents que ci-dessus pour les nouveaux personnels concernés.

En cas de sous-traitance, les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux personnels du sous-traitant. Le titulaire transmet au maître d'œuvre les documents à fournir par le sous-traitant. Le maître d'œuvre fournira au maître d'ouvrage les documents fournis par les entreprises.

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par l'acheteur et/ou le maître d'œuvre en vue de l'exécution du marché ou pour toute autre cause.

1.4.2 Contrôle d'accès

Une liste des véhicules sera établie par le titulaire du lot, cette liste comprendra le type de véhicule.

La liste ainsi que les photocopies des certificats d'assurance et de carte grise seront données au MOE.

1.5 - Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1.6 - Maîtrise d'œuvre – CCAG applicable

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'État, tel que défini ci-après :

La maîtrise d'œuvre est assurée par la direction des travaux d'infrastructure du RSMA-Pf – maîtrise d'œuvre, représentée par son directeur ou son adjoint, BP 9488 - 98716 PIRAE, avec l'assistance technique de la direction des commissariats d'outre-mer en Polynésie française (DICOM.Pf) BP 9420 - 98716 PIRAE.

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission sur projet (sans études d'exécution) comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Le cahier des clauses administratives générales relatif aux marchés de travaux est applicable au présent marché sauf dérogations mentionnées dans le présent document.

Les études d'exécution (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc.) ainsi que les documents d'exécution des ouvrages (DOE) sont à la charge du titulaire.

1.7 – Maîtrise d'ouvrage et conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la maîtrise d'ouvrage représentée par :

L'État - ministère des outre-mer – régiment du service militaire adapté de Polynésie-française (RSMA-Pf) représenté par :

Le commandant du RSMA-Pf, BP 9488 - 98716 PIRAE, avec l'assistance technique de la direction des commissariats d'outre-mer en Polynésie française (DICOM.Pf) BP 9420 - 98716 PIRAE.

1.8 – Contrôle technique

Sans objet.

1.9 - Coordination sécurité et protection de la santé (CSPS)

Pour l'exécution du présent marché, la maîtrise d'ouvrage est assistée d'un coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé dont la mission, de catégorie 2, couvrira notamment la phase de réalisation des travaux.

La coordination en matière de sécurité et protection de la santé sera assurée par :

BUREAU VERITAS

Adresse géographique: immeuble Pétropol, 2^e étage, zone Papeava – FARE UTE – Papeete TAHITI

Adresse postale : BP 58 - 98713 Papeete – TAHITI

Numéro TAHITI (ou RIDET ou SIRET) : 045 294, RC : 637

Téléphone : 40 54 57 57, Adresse courriel : serviceclientpf@bureauveritas.com

1.10 – Autres intervenants

Sans objet

1.11 - Délégation des attributions du représentant du pouvoir adjudicateur du marché

Pour l'exécution du présent marché, les attributions du représentant du pouvoir adjudicateur/acheteur ne font pas l'objet d'une délégation à une autre autorité.

1.12 – Ordre de service

En complément des dispositions de l'article **3.8.1 du CCAG travaux**, les ordres de service sont notifiés au titulaire par le maître d'œuvre en deux exemplaires à l'adresse postale ou en un exemplaire par voie électronique du titulaire. Le titulaire doit en renvoyer immédiatement un exemplaire au maître d'œuvre après l'avoir signé avec le cachet de l'entreprise et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu et ses réserves éventuelles.

Le maître d'ouvrage est destinataire de tous les ordres de service y compris des pièces jointes.

Pour l'application de l'article **3.8.2 du CCAG travaux**, il appartient au titulaire du marché qui invoquerait un risque de sécurité ou de santé présenté par un ordre de service, de donner des indications précises et les références exactes des textes législatifs ou réglementaires sur lesquels il s'appuie, faute de quoi un éventuel refus d'exécuter de sa part serait irrecevable.

1.13 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de respecter les dispositions prévues par les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée et en particulier les conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail (OIT) (se reporter à l'article **6.1 du CCAG travaux 2021**).

A l'appui de leur offre les candidats fourniront une attestation sur l'honneur confirmant que tout le personnel détaché sur le chantier sera bien dûment déclaré à toutes les caisses. De plus, ils fourniront une attestation récente confirmant qu'ils sont bien à jour de toutes leurs cotisations.

Le titulaire doit remettre à l'acheteur, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus à l'article Lp 5611-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, en Polynésie française ou à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières transmettent par courrier ou par dématérialisation les documents mentionnés ci-dessus.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 8-5 (résiliation du marché) du présent CCAP.

1.14 – Protection de l'environnement

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage **(se reporter à l'article 7 du CCAG travaux)**.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché est soumis aux dispositions des documents contractuels énumérés ci-après dans la mesure où elles ne sont pas contraires à la législation en vigueur en Polynésie française au premier jour du mois d'établissement des prix du marché (mois zéro), tel que ce mois est défini à l'article 3-4-2 du présent document.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces particulières :

l'acte d'engagement paraphé, daté et signé et ses annexes éventuelles (demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement pour tous les sous-traitants désignés au marché, mise au point éventuelle...)

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), daté et signé et ses annexes éventuelles

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), daté et signé

Les plans ; annexe au CCTP

La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

Les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et leurs avenants postérieurs à la notification du marché,

Le mémoire technique du titulaire déposé à l'appui de son offre, pour les éléments conformes aux pièces ci-dessus.

L'exemplaire original de l'ensemble de ces documents est conservé dans les archives du maître d'ouvrage et fait seul foi.

Les spécifications non portées au CCTP mais inscrites sur les plans ont la même valeur que celles du CCTP.

B - Pièces générales :

- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG applicables aux marchés publics de travaux ;
- Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG/TVX) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés des 30 septembre 2021 et 29 décembre 2022 ;

- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

C – Pièces à délivrer au titulaire :

Les pièces qui sont délivrées sans frais en application de l'article 4.2 du CCAG/TVX sont les suivantes :

- à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, une copie des pièces particulières constituant le marché et des pièces contractuelles postérieures à sa conclusion,
- à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, à sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

ARTICLE 3 - PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire (ou mandataire et cotraitants en cas de groupement solidaire) et ses sous-traitants.

3.2 - Tranche optionnelle

Sans objet.

3.3 - Contenu des prix - mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - travaux en régie

3.3.1 Les prix du marché sont hors TVA

En complément de l'article 9.1 du CCAG travaux, les prix du marché sont réputés tenir compte expressément, en outre :

- des frais nécessités par la protection des ouvrages existants et réalisés ;
- que les travaux sont réalisés en maintenant les voiries accessibles et les alimentations en eau et électricité des autres bâtiments de la caserne ou quartier ;
- des consignes particulières définies à l'article **8.4 du présent CCAP** ;
- que les horaires de travail devront s'inscrire à l'intérieur des plages d'activité du lundi au vendredi ;
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents marchés, des sujétions d'organisation du chantier ;
- de la répartition, entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier, des sujétions afférentes à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques ;
- des mesures de sécurité qui incombent au titulaire, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents

- aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre notamment d'appareils thermiques ;
- qu'il n'est pas prévu de prêt ou de location de matériel par le maître d'ouvrage ;
 - que l'entreprise fournira la totalité des matériels, matériaux et produits nécessaires à la réalisation des travaux ;
 - que les travaux se déroulent en site non-occupé.
 - En tenant compte de l'obligation d'assurer l'hébergement, la vie et la restauration des personnels du chantier.

3.3.2 Fourniture d'électricité et d'eau

L'entreprise titulaire du marché prendra contact avec les services concernés pour tous les approvisionnements en fluides « eau et électricité » qui lui sont nécessaires et indispensables au bon déroulement pendant toute la durée de l'opération. Travaux à charge de(s) titulaires(s).

3.3.3 Type de prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application d'un prix précisé à **l'article 2.2 de l'acte d'engagement**.

3.3.4 Travaux en régie

Sans objet.

3.3.5 Projets de décompte

Les projets de décompte mensuels sont établis en 1 exemplaire original conformément aux modèles du maître d'œuvre qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier ou ultérieurement par ordre de service.

3.3.6 - Prix de règlement des travaux non prévus

Par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa du **paragraphe 3 de l'article 13 du CCAG travaux**, en cas de demande, de la part de l'administration, d'étude ou de réalisation de travaux modificatifs, l'entrepreneur est tenu de fournir une proposition de prix, assortie de décompositions ou sous-détails, pour la rémunération de tout ouvrage non prévu, dans un délai fixé par la lettre ou l'ordre de service lui prescrivant d'évaluer ou d'exécuter tels ouvrages. Dans le silence de la lettre ou de l'ordre de service, ce délai sera d'un mois calendaire ; il ne pourra en aucune manière être réduit à moins de quinze jours.

Dans le cas où l'entrepreneur ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, le maître d'œuvre lui notifiera par ordre de service un prix provisoire.

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu au marché, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur du marché et notifiée par ordre de service.

Dans le cas de prestations assimilables à des prix forfaitaires figurants dans les DPGF du marché, les travaux en plus ou en moins seront calculés sur la base des dits prix forfaitaires.

3.4 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché, des variations des éléments constitutifs du coût des travaux, sont réputées être réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1 – Forme des prix

Les prix sont :

-révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article **9.4.2 du CCAG travaux**, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation ou un dialogue compétitif, le mois à prendre en compte est le mois de la date de remise de l'offre finale.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

3.4.3 - Choix de l'index de référence

L'index de référence polynésien, choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index suivant :

Lot n°	Désignation	Index de référence
01	ST01A VOIRIE ET RESEAUX DIVERS / ST01B INSTALLATION DE CHANTIER ET GROS OEUVRE / ST01C CHARPENTE BOIS ET CHARPENTE METALLIQUE / ST01D PLOMBERIE / ST01E ELECTRICITE ET SSI	TPG 01.0
02	Modules / Mobiliers	BTG 01.0

3.4.4 – Modalités de révision des prix

La révision des prix du marché sera effectuée par application d'un coefficient donné par la formule :

$$P = Po (0,15 + 0,85 [In/Io])$$

P = prix révisé

Po = prix initial du marché

In : index de référence au mois n = mois d'achèvement des prestations concernées

Io : valeur de l'index concerné au mois de remise des offres.

Suivant l'indices et index mensuels du bâtiment et des travaux publics publié par l'institut de la statistique de la Polynésie française.

Actualisation provisoire

Par dérogation à l'article 12.2.1 (e) du CCAG travaux, il ne sera pas effectué d'actualisation provisoire.

3.4.5 – Régime de variation des prix applicables aux avances, indemnités, pénalités, retenues et primes

Par dérogation à l'article 10.5 du CCAG travaux, les indemnités, pénalités, retenues, primes et avances ne seront ni actualisées, ni révisées.

3.4.6 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur.

3.4.7 Approvisionnement

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG travaux, il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnements.

3.5 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.5.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le «sous-traitant direct» est le sous-traitant du titulaire ou, dans le cas d'entrepreneurs groupés, le sous-traitant de l'un des membres du groupement.

Le titulaire remet contre récépissé au représentant du pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration spéciale sous la forme d'un acte spécial (**modèle DC4**) comprenant les éléments énumérés ci-dessous à savoir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ; à cet effet, est précisé le compte à créditer (joindre un RIB ou un RIP) ;
- les éléments permettant de déterminer que le sous-traitant présente les capacités professionnelles et financières suffisantes pour effectuer les travaux qu'il est envisagé de lui confier.

Le sous-traitant produira en outre :

- une attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile du sous-traitant à l'égard des tiers ;
- une attestation d'assurance prouvant que le sous-traitant est effectivement assuré pour l'intégralité des travaux qu'il aura à effectuer au sens de la responsabilité décennale ;
- une attestation sur l'honneur confirmant que tout le personnel détaché sur le chantier sera bien dûment déclaré à toutes les caisses. De plus, il fournira une attestation récente confirmant qu'il est bien à jour de toutes ses cotisations ;
- aucun sous-traitant ne pourra intervenir sur le chantier avant d'avoir été agréé par la conduite d'opération (représentant de la maîtrise d'ouvrage).

3.5.2 - Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants payés directement, le titulaire fait parvenir au maître d'œuvre les pièces justificatives, établies par les sous-traitants, revêtues de son acceptation ou de son refus, accompagnées d'une attestation indiquant les sommes à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; ces sommes tiennent compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et incluent la TVA.

Le sous-traitant dûment agréé bénéficie du paiement direct dans les conditions fixées par l'article R-2193-10 du CCP (le montant sous-traité est égal ou supérieur à 10 % du montant total TTC du marché).

3.6 - Notification du décompte général

En application de l'article **12.4.2 du CCAG de travaux**, le décompte général, signé par le représentant du pouvoir adjudicateur du marché, doit être notifié à l'entrepreneur par ordre de service, dans un délai de trente jours au plus tard après la date de remise du projet de décompte final. Le délai de quarante-cinq jours est ramené à un mois pour les marchés dont le délai d'exécution n'excède pas trois mois.

L'entrepreneur doit, dans un délai compté à partir de la notification du décompte général, le renvoyer au maître d'œuvre, sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Ce délai est de trente jours, si le marché a un délai d'exécution inférieur ou égal à six mois. Il est de quarante-cinq jours, dans le cas où le délai contractuel d'exécution du marché est supérieur à six mois.

Dans le cas où l'entrepreneur n'a pas respecté ce délai, le décompte général est réputé être accepté par lui et, par conséquent, le décompte général devient définitif du marché.

3.7 - Délais de mandatement

Le paiement des acomptes et du solde interviendra dans un délai maximum de 30 jours.

Point de départ du délai global de paiement :

Pour les acomptes :

Pour un acompte, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement du titulaire ou du mandataire en cas de groupement, ou la date d'achèvement des prestations faisant l'objet dudit paiement lorsque cette dernière date est postérieure à la date de réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement du titulaire ou du mandataire en cas de groupement.

Pour le solde :

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de signature du décompte général et définitif par le pouvoir adjudicateur du marché.

Suspension du délai global de paiement :

Pour les acomptes et le solde :

En cas de remise par le titulaire ou le mandataire du groupement d'une demande de paiement jugée incomplète, le pouvoir adjudicateur du marché peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus pour chaque acompte et pour le solde. Cependant le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par acompte et pour le solde.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire ou au mandataire du groupement, par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de l'acompte correspondant ou du solde est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire ou le mandataire du groupement de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le pouvoir adjudicateur du marché, un nouveau délai global de paiement est ouvert : il est de trente (30) jours ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

3.8 - Délai global de paiement des cotraitants et des sous-traitants

Le délai global de paiement des cotraitants et des sous-traitants payés directement est identique à celui prévu à **l'article 3.7 du présent CCAP** pour le paiement du titulaire ou du mandataire du groupement.

Le délai global de paiement des cotraitants et des sous-traitants court à partir de la réception par le maître d'œuvre de leurs demandes de paiement, telles que transmises par le titulaire du marché ou le mandataire du groupement.

Si le titulaire ou le mandataire du groupement n'a donné aucune suite à cette demande et n'a pas apporté la preuve d'un refus motivé au cotraitant ou au sous-traitant, ce cotraitant ou ce sous-traitant envoie directement sa demande de paiement au maître d'œuvre par lettre recommandée avec avis de réception postal ou la lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet. Le délai global de paiement du sous-traitant court à partir de la réception par le maître d'œuvre de sa demande de paiement.

3.9 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché, du mandataire du groupement, du cotraitant ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes et au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie s'il y a lieu, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicables pour le présent marché est celui de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle ils commencent à courir, majoré de 8 points.

3.10 - Indemnisation

L'entreprise ayant remis une offre conforme à l'article 3 du règlement de consultation et qui ne sera pas retenu, pourra prétendre à une indemnisation de **110 000 FCFP HT**.

Le droit à l'indemnisation sera conditionné par la remise au maître d'œuvre du certificat de visite des lieux dûment renseigné et signé **et** du/des billet(s) d'avion nominatif(s) attestant du déplacement.

ARTICLE 4 - DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 - Délai(s) d'exécution des travaux

Le délai d'exécution est fixé dans **l'acte d'engagement**.

4.2 - Prolongations de délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 2.3 de l'article 18 du CCAG travaux 2021, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est **estimé à 20 jours**.

Si une mauvaise organisation de la part du titulaire conduit sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'ouvrage signifiera à l'entreprise la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Au-delà du nombre qui est fixé ci-dessus, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, sur l'appréciation du maître d'ouvrage le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Température	+ 30 °C	5 jours consécutifs
Pluie	35 mm/jour	5 jours consécutifs
Vent	20 m/s	3 pointes

Lieu de constatation des intensités et phénomènes naturels entre 2010 et 2023 :
Aéroport HAO

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG travaux, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire, ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, l'arrêt momentané des travaux sera prescrit par ordre de service, ou autorisé toujours par ordre de service sur proposition de l'entrepreneur, et le délai d'exécution sera prolongé d'autant.

Quelle que soit leur origine, et toujours **par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG travaux**, les prolongations de délai pour cause d'arrêt partiel ou d'entrave, comme celles pour cause d'arrêt total des travaux sur le chantier font l'objet d'un simple ordre de service du représentant du maître d'œuvre.

L'entrepreneur dont le chantier est arrêté totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer immédiatement le maître d'œuvre par tout moyen écrit (télécopie, télégramme, ...).

4.3 - Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux – prime d'avance

Toute pénalité sera applicable **par journée calendaire**.

4.3.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Ces pénalités sont appliquées, sans mise en demeure, sur simple constat écrit de la MOE et confrontation entre les dates réelles de fin d'exécution du lot et les dates d'expiration des travaux de ce marché fixées au planning d'exécution.

Pour le calcul de ces pénalités, en aggravation des stipulations du CCAG travaux, la pénalité journalière sera de **1/1000^{ème} du montant total du marché** considéré (marché 2024-14).

Toutefois, si certains bâtiments font l'objet d'une réception partielle avec effet avant la fin du délai contractuel du marché considéré (**art. 9.2 et 9.3.1** du présent CCAP), la pénalité journalière en cas de retard de l'exécution des autres travaux est égale à **1/1000^{ème} du montant total du marché** considéré (marché 2024-14), déduction faite du prix des travaux du bâtiment réceptionné avant la fin du délai contractuel.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 10 000 F CFP HT. pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 25 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

4.3.2 - Retenues pour retard dans la réalisation des interventions successives

Des retenues journalières calculées selon les mêmes indications que celles de l'article **4.3.1 du présent CCAP**, ci-avant, pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou l'achèvement de chaque intervention successive de l'entreprise tel que défini au calendrier détaillé d'exécution.

Ces retenues pourront être reversées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux d'un autre lot. Dans le cas contraire, même si le retard se trouve résorbé en fin des tâches considérées, elles pourront être transformées en pénalités.

4.3.3 - Absence à une réunion de chantier

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à **60 000 F CFP HT**.

4.3.4 - Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier

Cette pénalité est appliquée à l'entreprise responsable des dispositifs de sécurité collectif tout comme à l'entreprise responsable de ses dispositifs de sécurités liés à la réalisation de ces propres ouvrages suivant le constat réalisé par la MOE.

Une pénalité de **15 000 FCFP HT par jour calendaire** sera appliquée en cas d'absence de balisage, de non- respect de la sécurité ou de non-respect de la propreté du chantier.

4.3.5 - Pénalité pour sous-traitant non déclaré

Le titulaire encourt une pénalité de **500 000 FCFP HT** pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur / acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur / acheteur notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

4.3.6 - clause d'insertion sociale

Une pénalité de **2 000 000 FCFP HT** pour non-respect des engagements en matière d'insertion sociale.

4.3.7 - clause environnementale générale (cf Art.8.3.4)

Une pénalité de **2 000 000 FCFP HT** pour non-respect des engagements en matière d'environnement.

4.3.8 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les installations de chantiers devront être repliées à la date de réception des travaux défini par le MOE, sous peine de pénalité de **15 000 F CFP HT** par jour de retard.

4.3.9 - Délais et pénalités pour non remise des documents pendant la période de préparation et/ou d'exécution

Retard dans la remise de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc.) par document et par jour calendaire de retard :

- pénalité de **20 000 F CFP HT**.

L'ensemble des fiches produits devra être fournis dans le 1^{er} mois de PP sous réserve de l'application de cette pénalité.

4.3.10 - Délais et pénalités pour remise des documents fournis après exécution

Jusqu'aux remises des documents à fournir après exécution par l'entrepreneur selon **l'article 40 du CCAG travaux**, des retenues égales chacune à **15 000 FCFP HT par jour calendaire** et par document seront opérées, dans les conditions stipulées de l'article 19.3 du CCAG travaux, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

4.3.11 - primes pour avance

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

4.4 – Accident du travail

L'entrepreneur s'engage à saisir immédiatement le maître de l'ouvrage de tout accident survenant à l'un des salariés employés sur son chantier.

4.5 - Cumul des pénalités et retenues

Toutes les pénalités et retenues mentionnées au présent **article 4 du CCAP** sont cumulables.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Retenue de garantie

Le titulaire du marché est dispensé de constituer une retenue de garantie.

5.2 - Avance

Conformément à l'article R 2191-4 du code de la commande publique, une avance de 35 % est versée au titulaire quel que soit le montant des travaux, sauf refus de sa part formulé à l'article 4 de l'acte d'engagement. A défaut de précision, le titulaire sera réputé accepter le bénéfice de l'avance.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance bénéficiant du paiement direct.

Son montant sera égal à **35 % du montant initial du marché de la tranche ferme en prix de base** lorsque le délai d'exécution du marché sera au plus égal à un an ; si ce délai est supérieur à un an, ce montant sera multiplié par un coefficient réducteur égal au rapport 12/N, N étant le délai d'exécution évalué en mois. Le mandatement de l'avance interviendra à partir de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Il sera effectué sur le vu d'un décompte établi par l'administration.

Conformément à l'article R 2191-11 le remboursement de l'avance commence au premier décompte mensuel. **Ce remboursement devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint trente-cinq pour cent (35 %) du montant du marché.**

Conformément aux articles R. 2193-19 et R. 2193-20 du code de la commande publique, les sous-traitants bénéficiant du paiement direct peuvent prétendre, quel que soit le montant des prestations réalisées, au versement d'une avance, sur leur demande. Cette avance ne pourra excéder 20 % du montant des prestations sous-traitées.

Le versement de cette avance (dont le montant doit être **au plus égal à 20 %** du montant des travaux sous-traités) et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance.

Cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 - Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites

pièces. Les matériaux et produits devront être adaptés aux disponibilités locales en matériaux.

En outre, par application du **décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996** relatif à l'interdiction de l'amiante, il est fait interdiction à l'entrepreneur principal et à ses sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant **des fibres d'amiante** quelle qu'en soit la variété.

Les cas d'exceptions temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une « déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et ce en conformité avec les deux arrêtés du **24 décembre 1996** relatifs au « formulaire de déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et aux « exceptions à l'interdiction de l'amiante ».

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1

Le CCTP définit les compléments et dérogations éventuelles à apporter aux dispositions du **CCAG travaux 2021** et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6.3.2

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6.3.3

Le représentant du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés à charge du titulaire ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés à charge du titulaire.

6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits

Sans objet.

6.5 - Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Si un entrepreneur propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, c'est-à-dire dont :

- soit la mise en œuvre n'est pas définie dans un DTU ;
- soit les caractéristiques ne correspondent pas à une norme (il est rappelé que la seule référence à un avis technique du CSTB n'ôte pas à un matériau ou une fourniture son caractère nouveau) son attention est attirée sur la clause du § 9.7 du CCAP.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Piquetage général

Le piquetage général sera effectué par le titulaire et soumis à l'acceptation du maître d'œuvre avant le commencement des travaux.

Dans les conditions et avec le degré de précision indiqué au CCTP.

7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet.

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/TVX, il est fixé une période de préparation de 3 mois non incluse dans le délai d'exécution du marché tel que mentionné à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre les périodes de préparation et d'exécution.

Au cours de cette période de préparation les documents énumérés ci-dessous ainsi que ceux demandés au CCTP et lors de la réunion préalable à l'ouverture de chantier doivent être impérativement fournis et visés pour ceux qui doivent l'être avant toute exécution des travaux.

Cette période de préparation comprend la commande, la livraison et le raccordement des modulaires nécessaires aux installations communes du chantier (vestiaires, salle de réfectoire et de réunion, sanitaires).

L'absence d'un de ces documents ou d'un visa fait obstacle au démarrage des travaux.

Toute exécution prématurée, faute d'avoir en temps utile soumis les documents demandés et obtenus les visas prévus, s'effectuera sous la seule responsabilité du titulaire du marché et les modifications qui pourraient lui être demandées seraient entièrement à sa charge, y compris les conséquences du retard sur le planning des travaux.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG travaux, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date, fixée par ordre de service, pour le début de la période de préparation ou le début d'exécution des travaux n'est pas postérieure de plus de six mois à celle de la notification du marché.

8.1.1 Par les soins du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre :

- désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- établissement du plan de prévention des risques ;
- mise à disposition des sources d'énergie dans les conditions fixées à l'article 8.4.2, ci-après.

8.1.2 Par les soins du titulaire :

- établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini au 1.3. ci-dessus ;
- établissement et notification pour visa du maître d'œuvre, du programme d'exécution des travaux accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus par l'article **28.2 du CCAG travaux 2021** ;
- établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs, études de détail dans les conditions prévues à l'article **29 du CCAG travaux** et à l'article **8.2** ci-après et énumérés aux dispositions générales du CCTP. Les autres documents prévus aux dispositions générales du CCTP seront fournis, non pas au cours de la période de préparation, mais à des dates qui seront précisées, en cours d'exécution, par ordre de service ;
- fourniture des fiches produits dès le 1^{er} mois de PP, **autre l'exposition aux pénalités prévue au présent CCAP aucune prolongation de délai ne sera accordé pour des fiches produits non remise dans le 1^{er} mois de PP ;**
- établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS ;
- fourniture des attestations d'assurance demandées à l'article 9.8 ci-après ;
- coordonnées de l'inspecteur du travail : 60 rue du général Martial VALIN - CS 21623 - 75 009 Paris Cedex 15.Tel : 00 33 9 88 68 21 93 / PNIA : 841 168 21 93.

Il est stipulé à l'entrepreneur que, si l'avis d'ouverture du chantier n'est pas adressé à l'inspection du travail des armées et au maître d'œuvre dans un délai de quinze (15) jours à partir de la date fixée par ordre de service pour le commencement des travaux, un nouvel ordre de service arrêtera le chantier pour ce lot jusqu'à réception du document exigé sans que le délai d'exécution puisse être remis en cause pour ce fait.

Les dispositions de l'instruction ministérielle **arrêté du 19 mai 2020** relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ou du ministère des outre-mer par une ou plusieurs entreprises extérieures sont applicables à la présente opération.

8.2 - Plans d'exécution - notes de calcul - études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées seront établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calcul correspondantes au visa du maître d'œuvre. Ce dernier devra les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard **15 jours** après leur réception.

Il est spécifié que le visa des documents par le maître d'œuvre laisse à l'entrepreneur la totalité de la responsabilité, pour ce qui est de la conception tertiaire et de l'exécution des travaux.

8.3 - Mesures d'ordre social - application de la réglementation du travail

8.3.1 - Droit du travail en Polynésie française

Les dispositions de la loi **n° 86-845 du 17 juillet 1986** relative aux principes généraux du droit du travail en Polynésie française et des délibérations et arrêtés d'application s'y référant sont applicables par le titulaire du marché qui devra également faire respecter les dispositions visées ci-dessus par ses sous-traitants.

8.3.2 - Ouvriers d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent). Le titulaire tiendra à la disposition de l'inspection du travail les registres et documents réglementaires.

8.3.3 - Clause d'insertion sociale

Conformément aux articles 20.1.2 du CCAG travaux, le titulaire doit réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, sur des objectifs **horaires d'insertion qui sera à préciser au mémoire technique**, dans le critère A : « Moyens humains et matériels ». L'action d'insertion est mise en **œuvre** dans les conditions prévues au CCAG et précisées par le présent article.

les personnes visées par l'action d'insertion **professionnelle relèvent de la catégorie** suivante :

- **10%** de jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie **de dispositif garantie jeunes**
- **15%** de personnes **résidents sur les Tuamotu-Est** ou originaires des Tuamotu-Est.

8.3.4 - Clause environnementale générale

Conformément aux articles 20.2 du CCAG travaux, le titulaire doit respecter les obligations environnementales dans l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à réaliser des actions environnementales, sur des objectifs **à préciser au mémoire technique**, dans le critère B : « B. Solutions techniques et performances ». L'action environnementale est mise en **œuvre** dans les conditions prévues au CCAG et précisées par le présent article.

Le titulaire devra réaliser ces actions dans les items ci-après, elles feront l'objet d'un contrôle effectif lors de l'exécution du marché.

- la réduction des prélèvements des ressources ;
- la composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;
- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;

- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- la réduction des impacts sur la biodiversité ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

8.4 - Organisation, sécurité et protection de la santé des travailleurs

8.4.1 - L'entrepreneur est tenu d'avoir en permanence sur le chantier les pièces générales techniques constitutives du marché (pièces citées à l'article 2 du présent CCAP, à l'exclusion du CCAG) du CCTG des cahiers des clauses spéciales du DTU limitées à celles applicables aux natures d'ouvrage faisant l'objet du présent marché et dont l'exécution n'est pas terminée.

8.4.2 – Inspection du travail

L'inspection du travail des armées a compétence exclusive pour veiller à l'application des dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles du travail au cours de l'exécution des présents travaux.

Il est rappelé en outre au titulaire qu'en application :

- de la délibération **n° 91-007 AT du 17 janvier 1991 (JOF du 22.02.91)** relative à la durée du travail, des demandes de dérogation doivent être adressées à l'ITA si la durée maximale légale du travail est dépassée ;
- de la délibération **n° 91-029 AT du 24 janvier 1991** l'ITA devra être informé de tout embauchage et de toute résiliation de contrat de travail.

c) - Hygiène, sécurité et condition du travail

Les entreprises seront tenues d'établir un plan d'hygiène et de sécurité indiquant l'ensemble des mesures et dispositions énumérées, d'une part aux **articles 31.4.1 et 31.4.2 du CCAG travaux 2021**, et d'autre part aux articles 10 à 13 de la section 1 du décret précité.

Les noms et adresse de l'organisme utilisateur et du médecin de prévention de l'organisme utilisateur sont précisés ci-après :

- organisme utilisateur : RSMA-Pf - Prévention – M. CHAVOUET – Tél : **40 46 47 07** ;
- médecin de prévention : centre interarmées de médecine de prévention – Tél : **40 46 31 53** - Fax **40 46 33 22**.

8.4.3 - La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire ou public sera réalisée par l'entreprise sous le contrôle éventuel :

- de l'autorité militaire (pour les voies situées sur le domaine militaire) ;
- des services municipaux ou du territoire (pour les voies situées sur le domaine public).

En cas de dégradations causées aux voies de circulation par les travaux, les frais relatifs à leur réparation seront répartis dans les conditions fixées au **1 de l'article 34 du CCAG travaux** en assimilant les voies du domaine militaire aux voies publiques.

Par ailleurs, afin de limiter les nuisances sonores du chantier, la vitesse des camions dans les zones de chantier sera limitée à 10 km/h.

8.4.4 - L'entrepreneur s'engage à assurer de jour et de nuit le gardiennage de toutes ses installations, et il en est responsable de toutes même en dehors des heures ouvrables.

8.4.5 - Plages horaires de réalisation des travaux pendant les jours ouvrables :

- du lundi au jeudi, de 6h30 à 16h30. Le vendredi, de 6h30 à 12h00.

Lorsqu'une entreprise veut appliquer des heures d'embauchée et de débauchée différentes, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail.

Durant ses activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le chantier, l'entreprise devra en informer immédiatement le MOU/MOE ou son représentant et le chargé de prévention.

8.4.6 - Voies de circulation

En ce qui concerne l'usage des voies publiques et des voies du domaine militaire qui sont considérées pour l'exécution du présent marché comme étant des voies publiques, les dispositions particulières, visées **de l'article 34.2 du CCAG travaux**, qui sont à respecter par l'entrepreneur pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessitées par les travaux sont celles en vigueur sur le territoire.

8.4.7 - Clôture de chantier

Pour l'ensemble des travaux, le chantier sera en site occupé (chantier existant accolé).

L'entrepreneur, titulaire du lot 01, est tenu d'isoler le chantier vis-à-vis des occupants du chantier existant accolé. Les consignes du chargé de prévention seront à appliquer.

L'entrepreneur, titulaire du lot n°01 devra réaliser et entretenir à ses frais les clôtures du chantier et la signalétique « Chantier interdit à tout public » - « Port des EPI obligatoire » - « Travaux dangereux », etc.

Elles seront démontées et évacuées en fin de travaux.

Description :

Les clôtures seront grillagées ou en tôle métallique, stabilisées par des poteaux avec des socles en béton, elles résisteront aux vents et auront une hauteur minimale de 2 m. L'entrepreneur, titulaire du lot n°01 devra fournir et entretenir à ses frais le portail de chantier intégré à la clôture de chantier. Ces accès seront entretenus pendant toute la période des travaux.

8.4.8 - Explosifs

L'emploi des explosifs est interdit.

8.5.1 - Garde du chantier

Au titre du présent marché (2025-14 : lot 01), le titulaire est responsable du gardiennage de son chantier. Il sera tenu responsable en cas de vol, de perte, etc.

8.5.2 - en cas de défaillance d'un entrepreneur

Si le titulaire de l'opération est résilié ou son/ses sous-traitant(s) par application de **l'article 50 du CCAG travaux 2021**, le titulaire du marchés de l'opération assure la

garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés, et ce, jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde seront à la charge du marché résilié.

Toutefois, **par dérogation à l'article 50.4 du CCAG travaux**, en cas de résiliation du marché par l'acheteur pour motif d'intérêt général, le maximum de l'indemnité auquel pourra prétendre le titulaire ne pourra excéder 5 % du montant du marché, une telle demande devant être dûment justifiée dans le délai de (2) deux mois à compter de la notification de la décision de résiliation, sous peine de forclusion.

8.6 - Réunions

L'entrepreneur convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision.

Elles ont lieu une fois par semaine ou sur demande du maître d'œuvre via un ordre de service, soit sur site, soit au bureau de la DTI à ARUE.

A chaque réunion de chantier, il sera établi par le maître d'œuvre un procès-verbal et sera transmis par ordre de service.

Compte tenu de la taille du chantier, et **par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux**, la tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue. Elle est remplacée par la somme des comptes-rendus de réunions de chantier notifiés systématiquement par ordres de service.

Ce document aura toute valeur en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée à l'article **4.5 ci-avant**.

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG (ou CPC) ou le CCTP sont assurés sur le chantier par le maître d'œuvre contrairement avec le titulaire.

Les dispositions de **l'article 24 du CCAG travaux** relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

9.2 – Réception

Le maître d'œuvre et l'entrepreneur procéderont aux opérations préalables à la réception des ouvrages (bonne exécution des ouvrages et constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons), les vérifications et contrôles de conformité seront effectués.

Pour certains travaux, l'obtention des bordereaux de suivi de déchets constitue une composante essentielle de l'engagement de l'entreprise titulaire du marché et de ses sous-traitants éventuels, ainsi que la condition de la réception, toutes réserves levées, des ouvrages en cause.

A la date de réception, tous les ouvrages prévus au marché devront être entièrement exécutés. Les dossiers des ouvrages exécutés énumérés à l'article 40 du CCAG travaux auront été remis au maître d'œuvre.

A l'issue de cette séance, si le procès-verbal fait état de réserves motivées par des

omissions ou imperfections, le titulaire du marché de travaux disposera d'un délai, précisé au procès-verbal, à compter du jour de la pré-réception pour exécuter ces travaux. Passé ce délai, les travaux pourront être opérés aux frais, risques et périls de l'entreprise défaillante.

A l'issue de la visite, la décision (réception avec ou sans réserve, ou refus de réception) sera consignée sur un procès-verbal, la date de réception étant celle du dernier jour de la visite.

9.3 - Mise à disposition ou prise de possession anticipée

9.3.1 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.3.2 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.4 - Documents fournis après exécution

Outre les documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux en application de l'article 29.1 **CCAG travaux**, le titulaire remet au maître d'œuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 **CCAG travaux**, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, les documents à fournir après exécution seront remis au maître d'œuvre au plus tard à la réception des travaux.

La non remise du DOE au plus tard le jour des OPR constituera un motif de refus de réception.

De plus, le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception par le titulaire entraîne l'application de pénalités, ou d'une retenue dans les conditions fixées à **l'article 19.3 CCAG travaux**, dont le montant est prévu par les documents particuliers du marché.

En cas d'allotissement, le DOE de chaque lot est fourni par le titulaire de ce lot dès que celui-ci a achevé ses ouvrages.

Ces documents sont remis sous **un format numérique** conforme au format et aux caractéristiques définis par les documents particuliers du marché et en **2 exemplaires sous format papier**.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé dans les documents particuliers du marché. Il comporte, au moins, les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

S'ils sont transmis sous forme électronique, tous les documents du DOE et ceux nécessaires à l'établissement du DIUO doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage spécifiés dans les documents particuliers du marché.

En cas de non remise à la réception des travaux, une retenue provisoire de **800 000 FCFP HT**. Cette retenue fera l'objet d'une réserve particulière inscrite au procès-verbal des opérations préalables à la réception et sur la décision de réception.

Si le document n'est pas remis dans le délai indiqué à la décision signée par le représentant du pouvoir adjudicateur, la retenue deviendra définitive.

9.5 - Délais de garantie

Le délai de garantie court à compter de la date d'effet de la réception.

9.6 - Garanties particulières

Le marché sera assujéti à une garantie de parfait achèvement (GPA) de un (1) an et à une garantie de bon fonctionnement (GDF) de deux (2) ans, au besoin.

9.7 - Garantie particulière pour matériau de type nouveau

Si l'entrepreneur utilise des matériaux de type nouveau, c'est à dire dont, soit la mise en œuvre n'est pas définie dans un DTU, soit les caractéristiques ne correspondent pas à une norme, l'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du matériau, au moins pendant le délai de **5 ans** à partir de la date d'effet de la réception des travaux de chaque phase.

Cette garantie engage l'entrepreneur, dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du matériau ne serait pas satisfaisante, à le remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage.

9.8 - Assurances

Dans un délai de **15 (quinze)** jours, à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et les entrepreneurs intervenants ainsi que les éventuels cotraitants et sous-traitants désignés au marché doivent justifier qu'ils sont titulaires :

d'une assurance permettant de garantir leur responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations et portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie conformément à l'art. 8.1.1 du CCAG travaux.

Avant l'établissement du procès-verbal de réception des travaux et dès la réception du rapport de définition de risque rédigé par le contrôleur technique, le titulaire remettra au maître d'œuvre la copie de la police d'assurance (et de ses avenants éventuels) couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code civil dans sa version applicable en Polynésie française (délibération n° 591 du 1er décembre 1983).

ARTICLE 10 - PROPRIETES INTELLECTUELLES

Par dérogation à l'article 48.2.1, le titulaire cède à titre exclusif au représentant du pouvoir adjudicateur le droit de représentation, le droit de reproduction, tels que

définis par les articles L122-2 et L122-3 du code de la propriété intellectuelle, et le droit d'adaptation des plans, études, avant-projet, esquisses, croquis et maquettes et de toutes autres éventuelles créations réalisées dans le cadre de l'exécution du présent marché (ci-après dénommés « les œuvres »).

Cette cession est consentie pour le ministère des Outre-mer et pour la durée légale de la propriété intellectuelle et toute prolongation éventuelle de cette durée.

Les œuvres pourront être reproduites et représentées, en tout ou partie, sur tous les supports, actuels ou futurs, habituellement utilisés par le maître d'ouvrage dans le cadre de ses missions et activités (notamment supports papiers, électroniques, vidéographiques, télévisuels ...).

Cette cession inclut le droit pour le maître d'ouvrage de réaliser des travaux en exécution de tout ou partie des œuvres.

Cette cession qui porte sur l'image des espaces et sur les œuvres est réputée rémunérée forfaitairement par les honoraires versés au titre du présent marché.

La clause d'exclusivité étant étendue, le titulaire ne pourra pas exploiter les œuvres et l'image des espaces, sauf autorisation préalable expresse du maître d'ouvrage

ARTICLE 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP ou du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents généraux et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAG travaux :

- dérogation à l'article **4.1 du CCAG travaux** apportée par l'article 2 du présent CCAP ;
- dérogation à l'article **9.4.2 du CCAG travaux** apportée par l'article **3.4.2** du présent CCAP ;
- dérogation à l'article **13.3 du CCAG travaux** apportée par l'article **3.3.6** du présent CCAP ;
- dérogation à l'article **12.2.1 du CCAG travaux** apportée par l'article **3.4.4** du présent CCAP ;
- dérogation à l'article **10.5 du CCAG travaux** apportée par l'article **3.4.5** du présent CCAP ;
- dérogation à l'article **10.4 du CCAG travaux** apportée par l'article **3.4.7** du présent CCAP ;
- dérogation à l'article **18.2.3 du CCAG travaux** apportée par l'article **4.2** du présent CCAP ;
- dérogation à l'article **28.1 et 18.1.1 du CCAG travaux** apportée par l'article **8.1** du présent CCAP ;
- dérogation à l'article **40 du CCAG travaux** apportée par l'article **8.4 et 9.4** du présent CCAP ;
- dérogation à l'article **50.4 du CCAG travaux** apportée par l'article **8.5 et 9.4** du présent CCAP ;
- dérogation à l'article **28.5 du CCAG travaux** apportée par l'article **8.6** du présent CCAP ;
- dérogation à l'article **19.2.1 du CCAG travaux** apportée par l'article **4.3.1** du présent CCAP ;

- dérogation à l'article **19.2.2 du CCAG travaux** apportée par l'article **4.3.1** du présent CCAP ;
- dérogation à l'article **48.2.1 du CCAG travaux** apportée par l'article **10** du présent CCAP ;

R é f é r e n c e à r e s p e c t e r

Les dispositions de l'instruction ministérielle de l'**arrêté du 19 mai 2020** relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ou du ministère des outre-mer par une ou plusieurs entreprises extérieures sont applicables à la présente opération.

L'entrepreneur :

(Mention manuscrite "Lu et accepté" et signature)